

ORAN

La grève du tramway se poursuit

Voilà déjà 6 jours que le tramway ne roule plus à Oran. Jeudi dernier, à l'occasion du 1^{er} anniversaire de la mise en service de ce moyen de transport à Oran, les travailleurs de la Setram ont lancé une grève ouverte pour réclamer plus de considérations de la part de la direction, ainsi que des revendications d'ordre socioprofessionnel.

Si, aux premiers jours du mouvement de grève, un service minimum était assuré, avec une rotation d'une rame toutes les 60 minutes, depuis hier, il y a eu une coupure dans l'alimentation en énergie

électrique de ce moyen de transport, ce qui a stoppé net tout service minimum. Les grévistes ont pointé du doigt la direction de la Setram, responsable selon eux de la coupure en énergie électrique, et

cela à seule fin de les discréditer, toujours selon les grévistes. Nous avons tenté d'avoir la version de la Setram à ce sujet mais nos tentatives sont restées sans suite, l'accès au siège de la direction nous ayant été refusé par les agents de sécurité.

Le collectif des travailleurs en grève explique : «Ils nous ont confisqué les clés des rames, coupé le courant électrique dans les dépôts et empêché d'assurer le service minimum. L'idée pour eux est de

nous mettre à dos les usagers. Que ces derniers sachent que depuis le premier jour de la grève, on a été soucieux d'assurer le service minimum. Si aujourd'hui, on ne l'a pas assuré, ce n'est pas de notre faute !»

Dans un communiqué diffusé ce dimanche, la direction de la Setram assure avoir pris en compte les revendications socioprofessionnelles des grévistes et que le service du tramway reprend progressivement, et somme les grévistes de

reprendre du service. Pour ces derniers, cela est «hors de question » : «il ne s'agit pas simplement de pécule, mais une question de principe. Le responsable de la Setram nous a insultés. Par ses invectives, il nous a touchés dans notre dignité. On ne peut pas laisser passer cela !»

On l'aura compris, cette situation tend vers le pourrissement, et les premiers à en être pénalisés sont évidemment les usagers.

Amel Bentolba

SÉTIF

Les inspecteurs de l'éducation nationale en conclave

La salle de conférences de la Direction de l'éducation de la wilaya de Sétif abrite, du 5 au 7 mai, les travaux du séminaire régional des inspecteurs de l'éducation nationale de l'administration chargés du cycle moyen.

Organisé par l'inspection générale du ministère de l'Education nationale, ce séminaire régional de formation regroupe les inspecteurs de l'administration chargés du cycle moyen issus des 15 wilayas de l'est du pays.

Plusieurs thèmes ont été soulevés durant ce regroupement, notamment la gestion par objectif (GPO), la violence en milieu scolaire, la santé scolaire et enfin, la gestion des conflits à l'école.

Concernant la gestion par objectif,

elle consiste, selon M. Foudhili Boudaoud, inspecteur de l'éducation nationale et coordonnateur régional, en la mise en œuvre des ressources humaines et matérielles de l'établissement en vue d'aboutir aux objectifs qui sont déjà diagnostiqués préalablement par un staff technique de gestion.

Pour sa part, M. Nouar Laïd, également inspecteur de l'éducation nationale, a abordé le thème de la santé scolaire. «La couverture médicale en

milieu scolaire enregistre ces dernières années un bond qualificatif de premier plan. Pour preuve, des centaines de milliers d'élèves des trois paliers font annuellement l'objet d'un suivi médical continu.

Disposant d'un équipement adéquat et d'un personnel médical spécialisé, les unités de dépistage et de suivi (UPS) implantées dans les différents coins du pays s'avèrent d'excellents auxiliaires aux équipes pédagogiques», a-t-il affirmé.

La conférence sur la gestion des conflits à l'école a été animée par M. Foudhili. Ce dernier a déclaré que : «Le conflit est une opposition d'intérêt

entre des personnes dans un espace éducatif de savoir (école, CEM, lycée). Les conflits naissent très souvent de malentendus, d'un manque de communication entre les élèves et l'enseignant, cela entraîne une incompréhension de l'action éducative et désaccords inter-scolaire.

Dans le cadre d'une bonne gestion de conflit et pour éviter de rencontrer cette opposition, il est nécessaire de donner du sens aux apprentissages et signaler avoir déposé une plainte auprès du procureur de la République près le tribunal d'Akbou pour «injures et menaces».

aux responsables du ministère de l'Education nationale de prendre connaissance des rapports d'inspection effectués durant cette année aux différents établissements scolaires du cycle moyen de la région est du pays. A cet effet, et selon M. Lakhdar Zouidi inspecteur central au ministère de l'Education nationale, sur les 1 735 CEM que comptent les 15 wilayas de l'est, 417 ont été inspectés par les 66 inspecteurs de la région. Ainsi, 175 établissements ont reçu les inspecteurs pour de simples visites, alors que les 242 autres ont été concernés par des contrôles approfondis.

Imed Sellami

AKBOU

Un journaliste dépose plainte contre un militant du RND pour «injure et menace»

Le correspondant du Carrefour d'Algérie à Béjaïa Hocine Smaali a fait savoir dans un communiqué avoir été menacé, samedi passé, par un militant du RND suite à son article portant sur la dilapidation du foncier dans la municipalité d'Akbou.

«Cette personne clairement identifiée pour avoir fait campagne au profit de Bouteflika s'est présentée devant moi pour

m'intimider et proférer des menaces et injures, en me taxant même de travailler pour le mouvement Barakat et des ser-

vices étrangers», a-t-il dénoncé dans une déclaration transmise à notre bureau. «Cela s'est passé dans un kiosque à Akbou. Il m'a menacé de faire appel à ses connaissances pour me mettre en prison. Il m'a également dit que j'allais regretter ça et qu'il va m'expulser de la ville. Quelques minutes après, deux membres du RND

sont venus me chercher en voiture. Apparemment, ils m'attendaient dehors», explique en substance le correspondant du Carrefour d'Algérie à Béjaïa tout en signalant avoir déposé une plainte auprès du procureur de la République près le tribunal d'Akbou pour «injures et menaces».

A. K.

LES ÉLUS RND DE L'APC D'AÏN-SÉFRA

La protestation continue

Les membres élus RND de la commune d'Aïn-Séfra observent chaque jour, et ce, depuis la semaine dernière, un sit-in ouvert devant le siège de l'hôtel de ville d'Aïn-Séfra. Et pour cause, ils avouent qu'ils ne peuvent plus continuer à rester les bras croisés, alors que les activités courantes de la commune stagnent, et que rien ne va plus au moment où l'APC vit dans un climat de tension. Notons que la présidence de l'Assemblée communale est

dirigée par un élu HMS, avec un de ses membres à la tête d'une vice-présidence, alors qu'un élu FLN dirige parallèlement une vice-présidence. Selon les protestataires que nous avons rencontrés sur les lieux, où des écriteaux sont placardés sur la façade du siège de la mairie portant des motions «non à la continuité de la stagnation du développement de la ville», ces derniers disent n'avoir jamais côtoyé, ni pris part, ni assisté aux décisions qui sont

prises par le staff dirigeant, du fait que les élus RND étaient dès l'installation de l'assemblée, marginalisés par une alliance HMS-FLN. En attendant l'intervention de la tutelle pour mettre un terme à un conflit qui n'a que trop duré, les élus RND, continuent chaque jour à observer un sit-in, au moment où le citoyen qui ne sait plus à quel «élu» se vouer, reste le grand perdant dans pareil cas.

B. Henine

MILA

Sit-in du personnel de la Direction de l'industrie

Le personnel de la Direction du développement industriel et de la promotion de l'investissement ont observé, ce lundi, un sit-in de protestation devant leur siège, sis rue Benkerba à Mila, pour dénoncer leurs conditions lamentables de travail, en tant qu'agents publics.

En effet, le personnel de cette Direction, composé d'un effectif de 40 personnes, occupe une partie constituée de cinq bureaux, d'un bloc administratif insalubre où sont tassés, en plus de cette dite administration

publique, l'Office national des terres agricoles (ONTA), l'Angem, l'antenne de wilaya de la Direction de la pêche et un service de la Sonelgaz (GRTG), où il n'y a ni eau, ni sanitaires. On y respire difficilement, puisque, parqués à 08 par

bureau, on peut aisément imaginer la situation. Vu ces conditions déplorables dans lesquelles ils évoluent, les agents de ce service public d'importance ont décidé, dans un premier temps, d'attirer l'attention des responsables à tous les niveaux, avant de passer à l'autre étape qui est la grève générale illimitée. Et dire que cette Direction assure le secrétariat du développement de l'investissement - Calpiref - et reçoit des

dizaines, voir des centaines d'investisseurs potentiels, y compris étrangers ! Drôle d'image que donne sur lui le secteur public à Mila, alors qu'à quelques dizaines de mètres plus loin, se trouve un siège ultramoderne de 04 niveaux -Milavet- avec ascenseur- bureaux feutrés - façade vitrée et alluco-bande, probablement le meilleur qui puisse exister à Mila !

A. M'haimoud

ANNABA

Coupures

récurrentes de l'AEP à l'approche de l'été

Les récurrentes coupures de l'eau potable, ces dernières semaines à travers les cités et quartiers du chef-lieu et d'autres importantes agglomérations de la wilaya de Annaba, ne sont pas pour tranquilliser la population, notamment à l'orée de la saison des grandes chaleurs. En effet, pendant l'été, le besoin de ce précieux liquide augmente significativement. Mais aux coupures intempestives qui se décident sans aucune information préalable des citoyens, s'ajoutent les nombreuses fuites constatées à longueur d'année. Pourtant, une enveloppe conséquente est consacrée depuis des années à la réhabilitation du réseau de l'alimentation en eau potable. Chose qui traîne encore. Plus grave, des habitants de la deuxième agglomération de la wilaya, El Bouni en l'occurrence, se plaignent de la présence d'eaux usées à proximité du réseau d'eau potable. Craignant, de ce fait, l'éventualité d'une cross-connection, qui peut facilement se produire, des habitants ont procédé à la fermeture de la vanne alimentant leur quartier, après avoir informé du problème les responsables de la Société de l'eau et de l'assainissement d'El Tarf et Annaba (SEATA). Selon leurs dires, celle-ci n'a pas daigné répondre à leurs doléances. Des habitants d'autres quartiers font état d'un manque d'entretien ou carrément d'une présence d'immondices à l'intérieur des périmètres de certains réservoirs ou stations de traitement d'eau. Nos multiples tentatives pour joindre les responsables de la société pour avoir leur avis sur cette situation ont été vaines.

A. B.